

secteur
des LUTTES
2

72, rue de Cligny, 75009 PARIS - 42.81.33.11

N/Réf : EM/ML/3084

Paris 4/2/87

Cher (e) Camarade,

53 universités; plus de 200 délégués; quel pied de nez à tous ceux qui pensaient éteindre la détermination des étudiants.

On se souvient en effet de toutes les campagnes visant à discréditer le mouvement, à semer la confusion, à diviser. Les étudiants ont été au-dessus de cela en novembre-décembre 1986 et viennent à nouveau de montrer que la désinformation trouvait ses limites.

Ainsi, des assemblées générales se sont tenues dans plus de la moitié des universités, élisant leurs délégués au comité de liaison national (CLN) du 31 janvier 1987.

Avec empressement, les médias et l'UNEFID insistent sur le fait que les assemblées générales n'ont réuni qu'un nombre limité d'étudiants (300 au maximum). Conclusion : seuls^{les} jusqu'au-boutistes s'agitent, pour les étudiants, le combat est bel et bien fini.

On pourrait trouver mille et une raisons pour expliquer cela (examens ...) mais rien ne résiste à la détermination qu'ont fait preuve les délégués au CLN du 31 janvier 1987. Déjà diverses initiatives sont lancées :

- Paris XI : le conseil d'administration vote une aide de 70.000 Frs pour la tenue des assises de masse; un questionnaire est envoyé à chaque étudiant.

- Rennes : 10.000 motions vont être distribuées ...

La période va nécessiter de notre part une intervention de tous les niveaux, à chaque instant. Afin de rythmer la bataille, nous t'envoyons donc cette 2ème circulaire du secteur des luttes.

Bon courage.

Emmanuel MARIN
Secteur national aux luttes.

Comité de Liaison

53 universités représentées, plus de 200 délégués, 19 heures de débat, un calendrier adopté, un premier texte (la motion ci-jointe) de base conçu, de grandes décisions prises.

Tel est le bilan du CNL du 31 janvier 1987 de Vincennes à Saint Denis.

Pour certains, la longueur des débats est l'expression de la remise en cause de l'unité du mouvement. "Mais au prix d'un débat interminable, laborieux, souvent au bord de la rupture ... Le temps du "mouvement" majoritaire, unitaire et dynamique est en effet bien révolu." (Le Monde - 3/2/87).

Mais comment pourrions-nous envisager les choses autrement dès lors que l'on décide de jouer la carte du débat démocratique ?

Il est un enseignement à tirer du CNL, la réalité des Etats Généraux dépend de notre bataille.

Les choses sont claires, seuls l'UNEF et les non-syndiqués les veulent et se battent pour. Notre responsabilité est d'une importance capitale de par notre caractère d'organisation nationale qui fait de nous le pilier de la bataille pour les Etats Généraux.

Calendrier

FEVRIER

- 4
- 5
- 6
- 7 Collectif National
- 8 Collectif National
- 9
- 10
- 11
- 12
- 13
- 14 *lancement de la campagne;*
- 15 *- T.D; AG; débats*
- 16 *- questionnaires, cahiers d'exigence*
- 17 *- prise de position par les conseils*
- 18 *- batailles locales*
- 19 **élection; budget; sécu; ---*
- 20 AG
- 21 Réunion Inter-AGE
- 22 Réunion Inter-AGE
- 23
- 24 *dévoilement des informations;*
- 25 *AG. synthèse par T.D,*
- 26 *par Amphi*
- 27
- 28 Réunion délégués CLN

MARS

- 1 Collectif de Liaison National
- 2
- 3
- 4 *AG d'UFR -> compte rendu CLN.*
- 5 *préparation Assises de Masse.*
- 6
- 7 Collectif National
- 8 Collectif National
- 9
- 10
- 11
- 12 Assises locales de masse
- 13 Assises locales de masse
- 14
- 15
- 16 *Manifestations locales sur la sécu.*
- 17
- 18
- 19
- 20
- 21
- 22 Manifestation Nationale sur la Sécu.
- 23
- 24
- 25
- 26
- 27 Etats Généraux
- 28 Etats Généraux
- 29 Etats Généraux
- 30
- 31 *AG compte rendu Etats G^{aux}*

.../...

SEMAINES DU 16 AU 26 MARS 1987

C'est la dernière ligne droite vers les Etats Généraux.

La pression doit être maximale afin d'éviter le dévoiement de ces derniers.

Il s'agit donc de mener à bien et avec force les luttes qui doivent l'être. C'est dans cette période que se votent les budgets, les capacités d'accueils...)

Un moment important : le 22 MARS 1987.

L'UNEF appelle en effet à une manifestation nationale à Paris, sur le thème du réengagement de l'Etat dans la sécurité sociale et pour l'annulation du projet SEGUIN.

27, 28 ET 29 MARS 1987

Etats Généraux !!!

L'Orga :

Comme nous l'avons déjà dit, il est un constat, seule l'UNEF est garante de la réussite des Etats Généraux.

Cela va dès lors, nécessiter un travail intense de la part de notre organisation.

1 - SITUATION DANS LE MOUVEMENT

Il est clair que ce n'est pas le mouvement de l'UNEF. Par contre il correspond dans son essence à notre raison d'être, c'est pourquoi nous nous y investissons.

Cela dit, il ne s'agit pas d'y perdre notre identité car cela serait, pour les étudiants, payer bien cher le changement auquel nous aspirons.

A tout instant nous devons faire apparaître notre caractère d'organisation, que chaque étudiant voit bien la part du syndicat et la part des non syndiqués.

C'est pour cela que nous devons avoir une intervention propre. A chaque fois, le syndicat donne sa position, fait état de son analyse, de ses propositions (cf : tracts, brochures ...) et ce comme une contribution au mouvement.

Là où l'on traîne des pieds, nous devons prendre l'initiative avec toujours comme souci de respecter l'intégrité du mouvement. Ce n'est pas l'AG de l'UNEF mais l'AG que l'UNEF appelle afin d'organiser le débat, les luttes.

Il nous faut être clairs là-dessus et bien l'expliquer aux étudiants.

L'UNEF n'est pas un appareil qui répond à des mobiles obscurs mais une force qui, parce qu'elle est organisée permet de faire avancer les choses.

.../...

2 - PREPARATION DANS LA LUTTE

Les deux mois doivent être l'objet de luttes importantes car nous ne pouvons attendre.

Ainsi, budget, conditions de la rentrée, habilitations, contenu pédagogique, ..., se décident ou vont se décider prochainement dans les conseils.

A ce titre, des élections doivent être organisées sans délai afin de ne pas être tenu à l'écart de décisions importantes.

Les moyens pour la rentrée prochaine sont également à gagner maintenant (collectif budgétaire) sinon les restrictions de budget (P. VIII : - 17 %) vont se développer, les hausses des droits deviendront inévitables.

La sécurité sociale est aussi un axe de bataille important de par l'ampleur que représente cette première.

Une propagande nationale est sortie à cet effet (affiches, brochures, badges "rendez-nous la santé", cartes pétitions ...)

Il nous faut également nous attaquer à tous les problèmes locaux en y dénonçant les responsables.

Il est trop facile qu'un président d'université soutienne le mouvement et, dans le même temps, introduise numérous clausus, baisse des moyens pédagogique ...) Il nous faut intervenir partout et à tous les niveaux.

3 - LE RENFORCEMENT DU SYNDICAT

Il s'agit d'en faire un souci permanent. Pourtant il n'y a pas de mystère, seule la preuve de notre efficacité sera déterminante.

Pour ce faire, chaque syndiqué doit jouer un rôle dans la bataille : diffuser l'informations, intervenir, être à l'origine du débat. Il s'agit également que chaque direction d'AGE assure ses responsabilités en favorisant la division du travail par secteur et par un travail régulier avec le bureau national.

Un syndicat organisé, une démarche au coeur des études sont les tenants de notre efficacité.

Il ne suffit dès lors plus qu'à laisser continuellement la possibilité à tout étudiant de se syndiquer. (exemple : en décembre 1986, on recevait encore des adhésions sur le campus d'octobre).

4 - LE SECTEUR LUTTE

Sa mise en place est beaucoup trop lente et nous porte préjudice.

Seules les AGE suivantes ont un responsable aux luttes :
- Bordeaux, Toulouse, Rennes, Saint Etienne.

Or, dans la période actuelle, son rôle est déterminant. Si des incompréhensions quant à son rôle subsistent, téléphone d'urgence au Bureau National.

LE COLLECTIF NATIONAL DES 7 ET 8 FEVRIER 1987

D'ici les Etats Généraux, il reste 47 jours dont une partie de vacances. Nous ne pouvons donc guère nous permettre un quelconque retard sur cette bataille.

Ainsi, le collectif national du week-end prochain est indispensable et il est **IMPORTANT QUE CHAQUE AGE Y PARTICIPE.**

Dans certaines facultés (Paris I, XII, Bordeaux, sciences à Saint Etienne...) des initiatives se sont déjà tenues. Il s'agit maintenant non seulement d'avoir une cohérence nationale mais aussi de lancer les choses en grand; d'y mettre le coup.

SEMAINES DU 9 AU 20 FEVRIER 1987

Tout un travail de sensibilisation, d'information doit être fait. Là où le comité de vigilance ou de réflexion traîne les pieds, soyons à l'initiative d'AG organisons l'information et le débat dans chaque T.D.

Ces deux semaines correspondent à la première étape. Il s'agit de collecter le maximum d'informations "de base", c'est-à-dire que des questionnaires portant sur l'ensemble de la vie universitaire doivent circuler (contenu pédagogique, structures de l'université, démocratie, cadre d'étude, l'aide sociale ...) ainsi que des cahiers d'exigences par filière où seront consignées l'ensemble des exigences des étudiants (par exemple : 2 colonnes; l'une pour le constat du problème, l'autre pour la solution.)

De même que pour les assemblées générales, là où les comités traînent des pieds, c'est à nous d'être à l'initiative.

WEEK-END DU 21 AU 22 FEVRIER 1987

Des réunions inter-AGE par zone seront organisées. Ouvertes aux responsables d'AGE, d'associations et aux syndiqués, leur but est de déterminer la place du syndicat, le rôle des syndiqués dans la période.

Il s'agit que toute l'organisation soit bien au clair dans la bataille d'approfondir la mise en place de notre orientation : "le syndicalisme au coeur des études." par une meilleure intégration de tous (syndiqués comme responsables).

A ce sujet, une circulaire du secteur organisation partira afin de donner les lieux de ces réunions.

SEMAINE DU 23 AU 27 FEVRIER 1987

A la fin de la semaine, il faudrait que chaque étudiant se soit prononcé au travers des questionnaires, des cahiers d'exigences ...

Le travail de synthèse par T.D., amphithéâtre puis filière, doit être amorcé.

Des AG doivent se tenir dans chaque faculté afin d'y élire les trois délégués qui participeront au CNL du 1er mars 1987.

28 FEVRIER

Réunion à 18 heures des délégués de l'UNEF au Comité de Liaison National du lendemain.

Cette réunion est importante comme nous avons pu le constater lors de celle précédent le CLN du 31 janvier 1987.

Elle nous permet d'être bien au clair sur notre attitude à tenir, sur la mise au clair d'obscurités, du rapport de force ...

Ne nous faisons pas d'illusion ! "en face", ceux qui désirent l'échec des Etats Généraux savent ce qu'ils font, ils sont organisés, nous ne pouvons nous permettre d'aller au CLN avec l'âme légère. Des décisions importantes, engageant l'ensemble des 1.200.000 étudiants, y sont prises.

1er MARS

Réunion du CLN où participent 3 délégués mandatés par chaque faculté. Son objet :

- préparation technique des Etats Généraux;
- élaboration de l'ordre du jour des Etats Généraux.

Il s'agit donc D'UNE ETAPE CAPITALE puisque l'esprit dans lequel se tiendront les Etats Généraux y sera défini. A savoir s'ils constituent une fin en soit (élaboration d'une suite de constatations et de "vœux") ou bien une étape qui permette le changement de l'université (élaboration de revendications sur lesquels on ne transige pas).

SEMAINE DU 2 AU 11 MARS 1987

Travail de synthèse au niveau de chaque filière. Mise en page de revendications propres à chaque filière (à tous les niveaux : pédagogiques, débouchés ...) et générales. Préparation des assises de masse.

7 ET 8 MARS 1987

Collectif national de l'UNEF.

A l'ordre du jour :

- bilan du mois;
- les assises de masses des 12 et 13 mars 1987;
- la manifestation du 22 mars 1987;
- les Etats Généraux des 27, 28 et 29 mars 1987.

Nous n'insisterons pas sur la nécessité de la présence de chaque AGE.

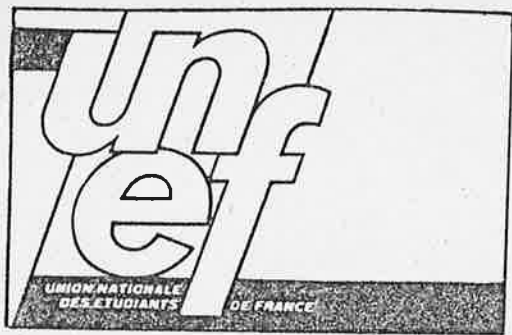
12 et 13 MARS 1987

Ces deux ou s devraient être banalisés nationalement afin de permettre la participation de tous les étudiants.

Il est clair que pour nombre d'universités, ce sera le terrain d'une bataille.

De l'ampleur de ces deux jours dépendra la crédibilité du mouvement. Tous seront penchés dessus : le gouvernement, les médias, les forces politiques. Ne les décevons pas.

.../...



72, rue de Clichy, 75009 PARIS - 42.81.33.11

secteur des **LUTTES**

1 / Utilisation de la motion

- * L'intégrer dans un Tract signé UNEF
- par exemple: recto: explication pourquoi l'UNEF diffuse la motion (on est dans le mouvement, on met notre logistique à son service, ...)
- Importance des États ^{Gaux}
 - quelques idées d'actions
 - quelques pistes d'analyse
- verso: Texte de la motion telle quelle (sans ajout).

* la diffuser largement

2 / les Brochures!

- * A diffuser largement en collectant (ex: Brochure s'eu = 3 Frs).
- * s'en servir comme base de débats. Il s'agit des "Propositions de l'UNEF à débattre pour agir"

MOTION DU COMITE DE LIAISON NATIONALE DU 31 JANVIER 1987
PARIS VIII VINCENNES A SAINT DENIS

Le projet DEVAQUET-MONORY retiré, l'enseignement supérieur demeure néanmoins inadapté, privé de moyens utiles à sa mission de service public, sans véritable programme, ambition ou projet pédagogique. De ce fait, nous dénonçons les restrictions budgétaires qui justifient la sélection et qui, par le manque de moyens, font revenir par la fenêtre le projet DEVAQUET que nous avons rejeté par la porte.

Tenant compte de cette situation, la dernière coordination nationale avant de se dissoudre, avait proposé de tenir des Etats Généraux de l'enseignement supérieur. Il s'agit aujourd'hui de préparer concrètement le bon déroulement de cette initiative pour s'opposer à la dégradation continue de nos conditions de vie et d'études et pour aboutir à une transformation de l'université. Le comité de liaison nationale a décidé que les Etats Généraux se tiendront les 27-28 et 29 mars 1987 à Paris VIII Vincennes à Saint Denis qui a déjà engagé l'initiative des assises et qui est l'université la plus touchée par les diminutions budgétaires imposées par le ministère. De plus, le comité de liaison nationale considère que Paris VIII est une garantie d'unité, d'indépendance et de démocratie. Les représentants des universités présents s'engagent à donner tous les moyens (financiers, matériels, humains ...) pour que les Etats Généraux puissent se tenir dans les meilleures conditions et en toute indépendance.

Les Etats Généraux sont une occasion historique et inédite par son contenu, son ampleur. Ce doit être l'affaire de tous les étudiants dans leur diversité.

Nous, délégués de 53 universités représentées au comité de liaison nationale du 31 janvier 1987, réunis à Paris VIII Vincennes à Saint Denis, appelons tous les étudiants à participer activement aux assises de l'enseignement supérieur préparatoires aux Etats Généraux Nationaux.

Nous proposons que cette démarche massive, démocratique et unitaire permette à tous les étudiants (y compris les ESEU et les non-bacheliers, usagers de l'université) de se saisir des assises. C'est grâce à ces assises locales de masse représentant la volonté des étudiants, propre à faire l'inventaire des problèmes et à élaborer des propositions pour "le service public de l'enseignement supérieur que nous voulons" préparées sous la forme de cahier d'exigences par département, UFR, filières, par des questionnaires, par des forums-débats largement ouverts, que les Etats Généraux pourront être organisés.

Pour engager dans les meilleurs délais cette démarche, nous appelons à une semaine d'action nationale du 9 au 13 mars 1987 qui aura pour but la tenue des assises locales partout. Nous proposons que dans chaque établissement d'enseignement supérieur, deux journées, les 12 et 13 mars, soient consacrées à la tenue de ces assises pour en faire un événement à l'échelle du pays qui permette à la volonté de l'ensemble des étudiants d'être entendus. Nous demandons à la conférence des présidents d'université que ces deux journées soient banalisées nationalement, afin de rendre possible la participation de tous à cette grande initiative. Les assises locales seront l'occasion d'affirmer les revendications locales pour les faire aboutir.

En conclusion de ces assises, chaque université adoptera un texte de synthèse réunissant les revendications et ses propositions. Chaque établissement d'enseignement supérieur mandatera sur cette base des délégués représentatifs de l'ensemble des UFR, départements et écoles associés pour les Etats Généraux nationaux. Le nombre de ces délégués sera par université le 5ème de la racine carrée du nombre d'étudiants inscrits ($\sqrt{\text{nb}}$)

5

Nous décidons de créer un secrétariat national de liaison pour la préparation technique des Etats Généraux. Ce secrétariat réunira un délégué de Strasbourg, un de Nancy, un de Paris VIII.

Le prochain comité de liaison national aura lieu le 1er MARS 1987 à St Denis. Se rassembleront trois délégués par chaque université pour la préparation technique et la définition de l'ordre du jour des Etats Généraux.

Ce secrétariat prendra les contacts nécessaires à l'organisation des Etats Généraux et assurera la liaison entre les différentes universités pour permettre la coordination des assises et la circulation de l'information sur ce qui se passe dans les différentes villes.

"Le comité de liaison nationale devra établir un rapport sur l'organisation technique des Etats Généraux, qu'il devra transmettre à chaque établissement d'enseignement supérieur pour qu'il puisse être communiqué aux étudiants participant aux assises des 12 et 13 mars 1987."

A présent, la perspective des Etats Généraux est une réalité. Il appartient à chaque étudiant de se saisir de cette démarche et d'agir pour qu'elle atteigne pleinement ses objectifs. Aucune structure, aucune organisation ne peut s'arroger le droit de parler avec le gouvernement au nom du mouvement préparant les Etats Généraux.

Nous tenons à réaffirmer les revendications du mouvement telles qu'elles ont été définies en son temps par la coordination nationale et votées nos assemblées générales, à savoir :

- . égalité de tous devant le droit aux études;
- . inscription de tous les bacheliers dans la filière de leur choix;
- . libre inscription en licence des titulaires du DEUG et du DUT;
- . maintien sans équivoque des diplômes nationaux;
- . droits d'inscription non prohibitifs fixés nationalement et sans fourchette;
- . égalité des étudiants français et étrangers;
- . réengagement financier de l'Etat dans les CROUS, dans la sécurité sociale étudiante et dans les universités, notamment par la création d'un collectif budgétaire;
- . remise en cause des applications "anticipées" du projet de loi DEVAQUET;
- . maintien du statut des non-bacheliers et des étudiants salariés.

Nous exigeons par ailleurs l'organisation immédiate d'élections de représentants étudiants dans tous les conseils d'université et d'UER qui n'ont pas encore été renouvelés.

Nous tenons à affirmer notre désaccord quant à des récents faits d'actualité qui nous concernent : nous dénonçons les commissions d'enquête du SENAT et de l'Assemblée Nationale qui visent plus par leur objet les étudiants et les journalistes qui ont fait leur métier, que les véritables responsables des violences policières.

Nous affirmons notre solidarité avec les journalistes mis à pied pour cause d'honnêteté dans la façon dont ils ont rendu compte de notre mouvement.

Nous protestons contre les procédures d'investigation, de contrôle et de mise à pied engagées par le gouvernement à l'encontre des médias.

Nous soutenons les étudiants MI.SE dans leur lutte contre les mesures qui portent directement atteinte à leur statut d'étudiant.

Nous considérons la diminution des budgets universitaires et le désengagement de l'Etat du système de couverture sociale étudiante comme de véritables provocations.

Forcer les universités à s'engager faute de moyens dans les orientations sélectives que nous avons repoussées en obtenant le retrait du projet DEVAQUET et penser que les étudiants ne s'y opposeraient pas, c'est les prendre pour des irresponsables. Nous appelons l'ensemble des étudiants à se mobiliser afin de faire annuler ces décisions. Nous affirmons enfin, notre solidarité complète avec les lycéens et étudiants en lutte à l'étranger, en particulier les étudiants d'Espagne dont nous avons reçu une délégation.